Militarisation de la société et de l'éducation

Classes engagées, classes défenses (11 en Ardèche), enseignement à la défense, « rallye citoyen », trinôme académique, service volontaire, journées d'appel revisitées, commémorations diverses, meetings … l'armée devient omniprésente dans la vie des jeunes. Cela participe de la normalisation du discours guerrier, à entretenir la peur, à mettre la jeunesse au pas. La présence de l'armée dans l'Éducation nationale, parfois détournée et discrète, au nom de la citoyenneté par exemple, peut aussi se faire racoleuse et tape à l'œil pour présenter une version « fun » des missions de défense, contre les ennemis extérieurs et intérieurs (à savoir ?).

16/06/2026

Quand l'armée fait du racolage intensif

Vous pensez que le retrait du SNU est une victoire ? Ça n'est que reculer pour mieux sauter tant l'armée est déjà omniprésente dans la vie des jeunes, et notamment à l'école. Nous en avions déjà parlé (voir l'article suivant) mais le feuilleton « Militarisons la jeunesse » connaît de nouveaux épisodes.

L'éducation à la défense[1]

Le 26 mars 2026 une loi a été votée à l'assemblée nationale pour créer *« un enseignement à la défense nationale »* dans les établissements scolaires. Les articles de loi sont assez flous mais le programme annoncé l'est moins :

- ➔ Les armes et forces de sécurité intérieure ;
- ➔ Les menaces hybrides (terrorisme, ingérences, désinformation, guerres hybrides) ;
- ➔ Les enjeux de cybersécurité et de sécurité numérique ;
- ➔ La sécurité des approvisionnements et des infrastructures critiques ;
- ➔ La gestion civile des crises (catastrophes naturelles, pandémies…).

Ce programme a vocation à être un outil de *« résilience nationale »* pour renforcer le *« lien armées-Nation »* et la *« cohésion républicaine. »* Ce qu'on peut y déceler, en revanche, c'est le programme des différentes droites. Apprendre aux jeunes la *« sécurité intérieure »* qu'est-ce sinon mater les révoltes, les manifestations, les écolos, les outsiders, bref tous ceux qui ne rentrent pas dans le rang, ceux qui s'opposent aux dirigeants, ceux qui luttent pour leurs droits, pour l'écologie, ceux qui refusent la destruction du monde pour que le capitalisme et ses profiteurs continuent d'engranger des sous sous. Ceux qui, enfin, refusent la résilience, une notion qui sous-entend qu'on ne peut éviter les catastrophes et qu'il faut s'y adapter par *« la gestion civile des crises »*. On voit, à travers ce projet, que ceux qui ont le pouvoir, et dont nos hommes politiques ne sont que les serviteurs zélés, voient arriver des crises encore plus graves, des pénuries, des conflits de plus en plus forts autour des ressources qui vont diviser la population, lui demander toujours plus de sacrifices et donc provoquer des tensions. Et pour anticiper cela : préparer la répression et déployer une économie de guerre (l'armement comme cartouche pour relancer l'économie) qui commence à l'école et entretenir une prétendue cohésion nationale.

Est-il besoin de le préciser, cet enseignement se ferait sans moyen supplémentaire (mais certainement en prenant sur d'autres) : pas de postes dédiés, pas de moyens. Pour une fois, on peut s'en réjouir, même si on sait déjà que des enseignants en quête de reconnaissance se proposeront, dans le cadre du pacte par exemple. L'idée est d'ailleurs de faire appel aux enseignants, aux réservistes citoyens, à des militaires et de passer par les classes défense[2]. Alors, volontaire ? [3]

La mise en scène de l'esprit militaire

Non contente de venir s'incruster dans les établissements scolaires, l'armée fait aussi du racolage par des événements semble-t-il « fun » où les jeunes ont l'occasion de se mettre en scène comme de bons citoyens responsables. Si l'on peut à juste titre s'inquiéter de la montée des conflits (tant ça a l'air de mettre en joie l'esprit combatif de notre cher président qui se rêve en chef de guerre, bien à l'abri derrière son bureau), se préparer à aller au casse-pipe pour protéger les intérêts du grand capital et de politiques qui nous méprisent semble moins pertinent.

1 Lire : « L'Armée hors de l'École ! Défense de la liberté pédagogique ! »

2 « Classes défenses : pour aller au front de quelle guerre ? Qui est « prêt à accepter de perdre ses enfants » ? »

3 Pour en savoir plus : « Armée à l'école : bientôt un bac mention patriote ? »

LDC Lutte de Classes éducation 166 cours Berriat - 38000 Grenoble
tél : 04 76 09 67 76 / 06 95 13 30 70
E-mail : syndicat@ldc-education.org / https://ldc-education.org

Et pourtant, le 30 mai, à Valence, dans le cadre de *« Centre-ville en fête »*, la classe défense du lycée du Cheylard (Ardèche) a fait une démonstration de plongée, en étant encadrée par la base navale de Toulon, comme le collège de l'Europe à Bourg-de-Péage, et une préparation militaire à Troyes. Le 28 juin, le GAMSTAT[4] a fait une démonstration d'hélicoptères et avion de combats pour le *« AérotorShow - Meeting Aérien »*. Cette même GAMSTAT encadre les classes défense du collège Étienne Jean Lapassat à Romans, du lycée Saint Maurice (catholique) à Romans, du collège François Gondin à Chabeuil et du collège Saint Victor (catholique) à Valence. Ces deux évènements guerriers bénéficient du logo de la ville de Valence. D'autre part, le CIRFA[5] intervient régulièrement dans les lycées de Drôme et Ardèche pour présenter 117 spécialités militaires à des jeunes de 15 ans. Enfin, la quatrième édition du *« rallye citoyen »* (après Privas (2023), Annonay (2024) et Aubenas (2025)) organisé par la Délégation militaire départementale de l'Ardèche, s'est tenue ce jeudi 2 avril à Tournon-sur-Rhône. Une centaine d'élèves ont participé à des ateliers pour découvrir *« l'esprit de défense, le devoir de mémoire mais surtout l'engagement »*[6].

Cela ne peut que faire penser à la nouvelle mouture de la journée d'appel durant laquelle les élèves peuvent manier des armes, ils mangent des rations de soldats et s'amusent à la guerre avec des casques de réalité virtuelle.

Tout cela relève bien de l'embrigadement le plus crasse et de la mise en scène parce qu'il s'agit de vendre la guerre comme technologique, ce qu'elle est devenue (et on sait combien les nouvelles technologies peuvent fasciner), et comme propre, citoyenne et fun, ce qu'elle n'est pas et ne sera jamais. Il s'agit de donner l'illusion aux jeunes qu'ils agiront pour le bien de tous en s'engageant sans jamais se poser la question de ce que la guerre est – tuer et crever, des motivations qui mènent à la faire, des pollutions qu'elle engendre, des horreurs humaines qu'elle induit quel que soit le gagnant, des intérêts qu'elle sert. On nous dit que c'est pour la nation mais, en fait, elle ne sert qu'à accroître la puissance des puissants.

4 Groupement aéromobilité de la section technique de l'armée de Terre de l'Aviation Légère de l'Armée de Terre (*ALAT*).

5 Centre d'information et de recrutement des forces armées

6 Une centaine de collégiens ont participé à un rallye citoyen à Tournon-sur-Rhône

La guerre se construit près de chez nous

Tout cela serait presque risible si ça n'était inquiétant vis-à-vis du contexte : montée des fascismes dans une version décomplexée[7], augmentation de l'exploitation des ressources alors qu'elles se raréfient, droit international passé à la trappe (sauf quand ça nous arrange), néocolonialisme, guerres multiples …

Quand est-ce qu'on arrête de crever au boulot ou pour la patrie ?

Arrêtons l'escalade guerrière !

Guerre de classe de guerre lasse

20/08/2025

« Car la guerre c'est un massacre / De gens qui ne se connaissent pas / Au profit de gens qui toujours se connaissent / Mais qui ne se massacrent pas. »
Paul Valéry

On nous parle réarmement, il faudrait préparer la France pour faire face à d'éventuelles attaques et donc se préparer. Mais dans cette course infinie à qui a la plus grosse (bombe par exemple), on ne se pose pas tant les questions essentielles : pour qui, pour quoi ? Pour défendre la « nation », engraisser des industriels qu'on ne verra jamais aller se battre ?[8] Pour défendre un territoire, maintenir notre emprise coloniale et impérialiste sur d'autres terres dont dépendent nos accès aux ressources … pour faire plus d'armes ? Où conduit cette course infinie à toujours

7 La silicon Valley entre en guerre

8 « On croit mourir pour la patrie ; on meurt pour des industriels. » Anatole France (*L'Humanité* du 18 juillet 1922).

LDC Lutte de Classes éducation 166 cours Berriat - 38000 Grenoble
tél : 04 76 09 67 76 / 06 95 13 30 70
E-mail : syndicat@ldc-education.org / https://ldc-education.org

plus d'armes toujours plus puissantes et destructrices ?

D'autant que les armes ne tuent pas que lorsqu'on les utilise, surtout les armes ultra-perfectionnées actuelles basées sur du numérique. Elles tuent quand on les fabrique, quand on extrait les métaux dont elles sont constituées, elles tuent ensuite quand elles ont pollué les sols. Il y a des gens qui travaillent dans des mines pour extraire des métaux dont on fait des armes et qui vont servir à tuer d'autres travailleurs pauvres ailleurs ou à *« maintenir l'ordre »* dans leur propre région, pour continuer à extraire et pour faire des bombes à usage unique. C'est un peu fou, non ?

L'argument imparable avancé est que relancer l'armement c'est relancer l'économie (et donc les emplois) et que cela permet d'avoir une force dissuasive, ça n'est pas pour aller se battre. Non bien sûr, et les armes, ça sert à quoi ? Et si ça n'est pas nous qui les utilisons, avons-nous envie de continuer d'être le fleuron des fabricants de mort qui permettent de massacrer des Gazaouis, des Ukrainiens, des Ouïghours, des Congolais, des Soudanais ou des Yéménites ? Une économie de la mort pour un capitalisme qui se recycle sans cesse dans d'autres formes de destruction. Car il ne faut pas s'y tromper, derrière les beaux idéaux de la guerre pour sauver la démocratie, il y a surtout et toujours des enjeux économiques, des enjeux d'accès aux ressources. En attendant, c'est à nous de nous serrer la ceinture et de renoncer à ce qu'il reste d'aides sociales et de services publics pour financer des entreprises qui fabriquent les armes qu'on nous mettra peut-être entre les mains tantôt ou qui serviront à réprimer les mouvements sociaux.

Quant à l'Éducation nationale, elle a aussi son rôle à jouer, car le terrain de bataille se situe aussi dans les imaginaires. Il faut convaincre un peuple habitué à la paix, en fait à la guerre externalisée, pour maintenir sa prospérité tranquille, que ça vaut la peine d'envisager d'aller crever pour son pays et de faire des économies dans le budget de l'État. Montrer une belle image de la guerre est essentiel : propre, indispensable, respectueuse des droits humains, comme une possibilité de vivre des expériences incroyables, de se dépasser et de devenir un héros. Pour cela, tout est mis à contribution : les films développant un imaginaire guerrier triomphant, les jeux vidéos qui permettent de massacrer n'importe qui n'importe comment en jouissant d'une puissance tout à fait immatérielle, les discours médiatiques sur la guerre propre (comprendre la guerre avec des drones pilotés par des IA …) et l'Éducation nationale, comme au bon vieux temps des hussards de la république qui ont convaincu des milliers de jeunes d'aller se faire tailler en pièce pendant la première guerre mondiale.

Quand on pense à la militarisation de la jeunesse, via l'Éducation nationale, on pense au projet avorté, faute de moyens, du SNU, le service national universel, rien que ça ! La France, c'est l'univers. Quand le SNU était en expérimentation, on ne comptait plus le nombre de malaises pour cause de garde à vous prolonger sous le cagnard. Le Retex (retour d'expérience en jargon militaire) s'alourdit si on dénombre aussi les cas de harcèlement sexuel ou de brimades racistes. La farce du SNU n'était visiblement pas du goût de toutes ses premières cibles, puisque la Cour des comptes y constatait un taux de désistement de 28 %. Certes, cela faisait déjà quelques participants en moins dans ces colos d'embrigadement, mais fallait-il pour autant leur souhaiter de vivre des violences pour que les jeunes soient dégoûtés de l'armée ? Autant ne pas y aller ! Surtout que rien n'était obligatoire, que les coûts de l'opération étaient faramineux (un rapport de la Cour des comptes du 13 septembre 2024 estime entre 3 et 5 milliards d'euros le coût annuel de la généralisation du SNU) et qu'il y avait un flou juridique important autour de l'encadrement des jeunes. Mais voilà, il y a les profs cocardiers, le chantage à ParcourSup, le fameux stage de 2nde obligatoire auquel on pouvait échapper si on faisait le SNU, il y a les Youtubeurs et autres influenceurs qui font du Service Militaire Volontaire (SMV) une aventure[9], il y avait l'effet de mode qui pouvait s'emparer de la classe. Et puis, il y avait le Ministère de l'Éducation nationale qui claironnait, au lendemain d'un rapport pourtant accablant de la Cour des Comptes, un taux de satisfaction de 98 %.

Pourtant, la collusion entre l'armée et l'Éducation nationale ne s'arrête pas là, le SNU n'en était que la fa(r)ce visible, c'est aussi un processus ancien. Le protocole Hernu-Savary, des noms des ministres respectivement de la Défense et de l'Éducation, visait, en 1982, à *« favoriser les relations régulières entre militaires et enseignants »*[10]. Il y a aussi les classes engagées, le trinôme académique, les visites de militaires dans les établissements pour l'EMC (éducation morale et civique), les élèves appelés à chanter pour des moments commémoratifs ou quand le devoir de mémoire sert la militarisation de la jeunesse, les divers supports très bien faits mis à disposition des enseignants mais qui sont, en fait, produits par des branches de l'armée.

La Classes Défense est un dispositif qui consiste à faire parrainer une classe de collège par une

9 *« Faire de l'aventure votre routine quotidienne »*, nouveau slogan des pubs de recrutement de l'armée.

10 Voir l'article *L'école et l'armée, du protocole Hernu/Savary au SNU*

LDC Lutte de Classes éducation 166 cours Berriat - 38000 Grenoble
tél : 04 76 09 67 76 / 06 95 13 30 70
E-mail : syndicat@ldc-education.org / https://ldc-education.org

caserne de son choix dans le but de faire des sorties ensemble et de découvrir le métier. Bien souvent, les « sorties » sont des séances de recueillement collectif devant des monuments lors de cérémonies officielles. Le fameux *« devoir de mémoire »*. Le dossier *« Classes Défense en action »* du Général Menaouine, directeur du service national et de la jeunesse au sein du ministère des Armées, montre avec brio le résultat d'un an de propagande sur les jeunes dans plus de 570 Classes Défense[11].

Si cela ne convient pas, il y a aussi la *« classe engagée »*. Il s'agit pour des classes d'être inscrites sur un projet pédagogique qui suit, tout au long de l'année, quatre axes : Défense et Mémoire ; Sport et Jeux Olympiques et Paralympiques ; Environnement ; Résilience et Prévention des risques. On voit derrière ces quatre entrées se dessiner un projet politique assez clair : l'esprit de compétition via le sport, la mémoire du passé au service non pas de la paix mais de la guerre, la préparation à une lutte impitoyable pour des ressources en quantité finie, sur une terre de taille limitée, peuplée d'humains à l'appétit indéfiniment vorace, autrement appelé capitalisme. Un capitalisme devenu, dans son avatar actuel, violent et guerrier et nécessitant l'adhésion de tous, de gré ou de force, pour se maintenir. L'écologie se retrouve ainsi instrumentalisée au service de la défense dans une vision catastrophiste de l'avenir.

Ça ne suffit pas ? Il reste le Trinôme académique ; une collaboration étroite entre un recteur d'académie, un militaire et le mystérieux institut au doux nom d'IHEDN (Institut des hautes études de Défense nationale). Le rôle des milliers de « bénévoles » de cette « simple association » est clairement défini en 4 axes dans la convention-cadre[12] qui la lie au ministère des Armées et à celui de l'Éducation nationale : 1. Développer l'esprit et la culture de défense dans les programmes scolaires. 2. Intensifier les liens entre les communautés militaire et enseignante. 3. Favoriser le partenariat entre les deux institutions notamment par des échanges d'information, de formation et de réflexion. 4. Développer des actions sensibilisant les jeunes générations à l'esprit de défense.

La dernière invention est l'annonce faite par Macron de changer l'ennuyeuse journée défense et citoyenneté (JDC) en véritable journée de recrutement. Il s'agirait d'en faire un moment immersif pour expérimenter la *« journée type d'un soldat »* : lever du drapeau français et Marseillaise, puis entraînement au tir sportif, jeux de stratégie, ration de combat, expérience des métiers militaires en réalité virtuelle… La guerre présentée comme un jeu. L'armée veut également mettre en ligne une plateforme baptisée Défense +, présentée comme une *« sorte de média social »* pour *« maintenir le lien »* avec les jeunes dans la durée.

En fait, la collusion entre l'armée et l'Éducation nationale est telle que l'on ne sait plus, parmi les multiples collaborations où finit l'école et où commence l'armée. Ce qui laisse à penser sur le rôle de l'école dans la tête des gouvernants. Il faut bien reprendre en main la jeunesse et la préparer à la suite. La militarisation de la jeunesse n'est ni un fantasme ni un détail. Elle s'inscrit dans une double stratégie de passe-passe.

En effet, remilitariser le peuple a pour ambition de reconstituer une unité nationale mise à mal par de nombreuses fractures contre un éventuel ennemi venu d'ailleurs. Il s'agit toujours de faire oublier une guerre verticale, c'est-à-dire celle entre les riches et les pauvres, les possédants et les démunis, les dominants et les dominés, soit la lutte des classes. Bien que celle-ci ait été évacuée des discours, elle n'en existe pas moins. Mais elle est fort opportunément remplacée dans les esprits par une guerre horizontale, c'est-à dire entre peuples et territoires distincts. Mais nos ennemis ne sont pas les exploités des autres pays, ce sont les exploiteurs de tous les pays, y compris le nôtre.

Carte interactive du complexe militaro-industriel (CMI) en Drôme – Ardèche :
https://cmi2607.neocities.org/cmi/

11 Aux enseignant-es qui auraient encore un peu foi dans leur métier, ne pas consulter ce dossier qui montre *« le caractère primordial de l'engagement de la jeunesse dans la société »*.

12 Convention cadre relative à l'action de trinômes académiques.

LDC LUTTE DE CLASSES EDUCATION
LDC Lutte de Classes éducation 166 cours Berriat - 38000 Grenoble
tél : 04 76 09 67 76 / 06 95 13 30 70
E-mail : syndicat@ldc-education.org / https://ldc-education.org